

LA

MASCARADE

ABONNEMENTS

Un an . . . 8 fr.
Six mois . . . 4 fr.



Les ANNONCES
se traitent de gré à gré.

S'adresser à l'imprimerie Goste-Labaume, c. Lafayette, 5, et aux Facteurs-Réunis, passage des Terreaux

ABONNEMENTS

DÉPARTEMENTS
Un an . . . 10 fr.
Six mois . . . 5 fr.

ÉTRANGER

Un an . . . 12 fr.

BONIMENT

Il était dit que nous n'y échapperions pas. Après six mois de guerre contre la Prusse, après les boucheries de Wissembourg, de Wörth, de Forbach, de Gravelotte, de Sedan, de Villejéff, de Champigny, d'Orléans, de Bapaume et du Mans, après le désastre de l'armée de l'Est, après les victimes des épidémies, de la fatigue, du froid et de la faim, après deux cent mille hommes massacrés dont une sépulture hâtive n'a pas encore complètement recouvert les cadavres, après les torrents de sang que deux nations ont répandus par toutes leurs veines, la mort n'avait pas son compte et la terre était trop sèche.

Il fallait compléter la chose. Cent mille Français ont pris leur fusil, ont entraîné des canons, et sont allés se tirer dessus. Ceux de Paris ont été battus et mis en fuite, mais ceux de Versailles ont laissé des morts sur le carreau, et après cette lutte insensée qui vous soulève le cœur, deux ministres ont eu la maladresse insigne de nous envoyer des bulletins de victoire en guirlandés où il était question d'enthousiasme !

Vrai, nous sommes bien bas. L'insurrection a donc été vaincue à Paris comme à Marseille. Elle devait l'être, il fallait qu'elle le fût, car cette insurrection n'était ni légitime, ni loyale, ni honnête. Elle avait à sa tête des gredins, à sa queue des imbéciles. Ayant débuté par l'assassinat, elle continuait par le vol. Supprimant les loyers, elle aurait supprimé prochainement les propriétaires devenus inutiles. Ce n'était plus de la politique, la commune n'avait rien à y voir, et cela devenait une opinion insoutenable. Aussi les républicains même exaltés en sont-ils vite revenus, pourvu qu'ils fussent

sincères. Nous espérons que la chose pourrait se terminer sans massacre, que les citoyens Assy, Varlin, Duval, Henry et Cie s'entredévoraient bientôt avec assez d'appétit pour qu'il n'en restât rien, et que Paris saurait se délivrer tout seul de cette dictature dont les membres n'avaient pas de profession avouée, à moins qu'ils ne fussent garçons bouchers.

Il est remarquable en effet que les tyrannies d'en bas sont particulièrement éphémères et durent beaucoup moins longtemps que celles d'en haut. Non qu'elles soient plus canailles et plus méprisables : les deux se valent, mais l'une est plus brutale, plus mal élevée, plus malpropre que l'autre.

Quand un dictateur qui a fait ses classes et qui porte des gants, a besoin de quelques millions, il prend un détour, établit un impôt ou une taxe extraordinaires prélevés de quelques considérants polis, et les millions entrent dans sa poche.

Que ce dictateur manque d'éducation et n'ait pas l'habitude du monde, s'il lui faut seulement mille, écus il ira droit à la première caisse venue et plongera les mains dedans.

Le résultat est le même, la coquinerie est aussi manifeste, mais les formes manquent.

Voilà pourquoi nous espérons que la commune de Paris se dissoudrait, se décomposerait d'elle-même devant le dégoût public, et qu'on ne saurait pas obligé d'y porter le fer.

Il en a été autrement, quelques milliers d'idiots sont allés se faire tuer bêtement pour des gens qu'ils accusaient de trahison après la défaite, et une nouvelle page sanglante est à ajouter à l'histoire malheureuse de nos Républiques.

Il faut qu'elle dure pourtant, cette République qui se tient encore debout malgré les folies furieuses de quelques insensés, malgré le sang dont on a taché le bas de

sa robe. Il faut qu'elle se maintienne si nous voulons éviter à nos neveux et peut-être à nous mêmes une seconde édition de ces luttes fratricides qui déshonorent un peuple et le dégradent aux rangs des Peaux-Rouges et même au-dessous.

Mais pour qu'elle dure, pour qu'elle se maintienne cette pauvre République, dont les attaches sont encore solides puisqu'elle a résisté à tous les chocs qu'elle a reçus de ses ennemis, à tous les pavés que lui ont lancés ses amis, deux conditions sont absolument indispensables :

1^o Rupture complète, séparation radicale avec les polissons, les intrigants et les gredins trop nombreux qui ne voient dans la forme républicaine qu'un moyen commode de satisfaire leurs extravagances, leurs ambitions et leurs malhonnêtetés.

2^o Application pratique, raisonnable et sensée des principes républicains en les façonnant graduellement aux habitudes, aux mœurs aux coutumes, aux préjugés même de la nation, — habitudes, mœurs, coutumes et préjugés qu'il est aussi impossible de modifier subitement de fond en comble, qu'il est impossible de renverser une muraille d'un coup de pied.

Sur le premier point, il nous semble inutile d'insister beaucoup. Après les expériences sanglantes que nous venons de faire, après avoir vu à l'œuvre les Cluseret, les Bergeret, les Billoray, les Assy, les Eudes, les Amoureux, les Jules Vallès, les Pascal Gousset, les Blanqui, les Gustave Flourens, etc., si les républicains naïfs et c'est le plus grand nombre, ne sont pas corrigés de se mettre à la remorque de ces jolis messieurs, s'ils ne comprennent pas que nos sept millions de campagnards recevront au bout d'une fourche la République patronnée par de semblables parrains, — c'est que les Républicains naïfs sont indécrottables, impossibles à déniaiser, — et ils resteront indéfiniment embourbés dans leur ornière.

En ce qui touche la mise en pratique des théories républicaines, la chose est plus malaisée à faire comprendre, parce que l'esprit pratique est celui qui manque le plus aux hommes politiques en général, aux républicains en particulier.

Les institutions républicaines fondées sur le droit, la justice, la dignité humaine, touchent de si près à la métaphysique, qu'il est rare qu'un républicain ne s'emballe pas, ne grimpe à califourchon sur un nuage, et ne se mette à planer au-dessus des misères, des passions et des imperfections humaines, — dans la sérénité de ses convictions immaculées et de ses théories philosophiques.

Malheureusement les nuages sont un peu haut, et il faut forcément descendre sur le pavé, si vous voulez obtenir un résultat utile, si vous voulez faire de la politique pratique.

Un de ces principes nuageux, un de ces axiomes sur lesquels on ergote depuis quelque temps avec animation, est celui-ci :

La République est au dessus du suffrage universel.

Oui, sans doute, cela est vrai philosophiquement, la République est au-dessus du suffrage universel, comme tous les grands principes indiscutables qui n'ont pas subi la corruption des mœurs, des passions, des ambitions, des faiblesses et des lâchetés de l'homme. La République est au-dessus du suffrage universel au même titre que la Fraternité des peuples : ce qui n'empêche pas que nous ayons en Europe des Prussiens, des Autrichiens, des Anglais, des Russes, des Espagnols, etc., prêts à se combattre et s'entredéchirer sur un signe de leurs souverains, et à se considérer réciproquement comme des adversaires ou des ennemis acharnés, parce que celui-ci demeure sur la rive droite d'un fleuve, celui-là sur la rive gauche, — parce qu'il y a entre leurs deux maisons,

FEUILLETON DE LA MASOARADE

DIALOGUE DES MORTS.

Platon. — Avez-vous remarqué, mon illustre maître, quelle nombreuse compagnie nous arrive depuis quelque temps ?

Socrate. — C'est vrai mon cher Platon ; voilà plus de deux mille ans que je n'ai pas souvenir d'une pareille foule se pressant aux portes des enfers. Sans doute il y a sur terre une épidémie épouvantable ou une guerre terrible pour nous envoyer tant de compagnons.

Platon. — Oui, il faut que les Parques manient leurs ciseaux avec une dextérité vertigineuse, et le nautonnier Caron doit avoir une rude besogne. On m'a dit que les morts étaient obligés de faire queue sur la rive du Styx.

Socrate. — Comment dites-vous Platon, et que signifie cette nouvelle expression : faire queue ?

Platon. — Ce propos m'a été enseigné par un mortel respectable qui m'a affirmé avoir été membre, durant sa vie, d'une assemblée de savants appelée *Académie française*.

Socrate. — Française ? C'est justement le nom de la nation à laquelle appartiennent la plupart de

nos nouveaux venus.

Platon. — Vraiment — Vous les avez interrogés, maître ?

Socrate. — J'ai causé avec quelques-uns d'entre eux et leurs réponses m'ont paru si surprenantes que le désir m'est venu de me livrer à une étude sur le caractère de ce peuple singulier. Vous conviendrait-il, Platon, de la faire avec moi ?

Platon. — Vous ne doutez pas, mon illustre maître, de la joie que j'ai toujours eue à suivre vos précieux enseignements.

Socrate. — Alors prenons par ici. Mercure a obtenu de Pluton l'autorisation d'y établir des débits de boissons diverses, auxquels il donne le nom de cafés, et d'où il tire un bénéfice considérable. C'est là principalement que nous trouverons des Français.

Platon. — En effet, il m'est rarement arrivé de diriger mes pas de ce côté, sans rencontrer des ombres qui me tenaient ces propos singuliers : Divin Platon, prenez-vous un bock ?

Socrate. — Oui, le café est, paraît-il, le lieu où se réunissent de préférence les Français quand ils ont à causer de choses sérieuses et à prendre des résolutions politiques importantes. Ainsi ce fut dans les cafés d'un monument appelé Palais-Royal, que furent jetés les premiers ferments de la grande révolution française de 89.

Platon. — N'y a-t-il pas aussi les restaurants ?

Socrate. — Vous avez raison. Les restaurants ont joué également un grand rôle dans la politique des Français. Une autre révolution, celle de 1848, prit naissance à l'occasion de certains banquets qu'on nommait les banquets réformistes.

Platon. — Parfaitement. Je me rappelle qu'à cette époque un satirique Français, dans un livre imité des *Guepes* d'Aristophane et portant du reste le même titre, avait caractérisé cette manie de Français de politiquer pendant les repas, par cette maxime devenue célèbre : *La patrie est en danger, mangeons du veau.*

Socrate. — Votre mémoire ne vous trompe pas, et le satirique Alphonse Karr avait raison. Regardez quelle foule, quelle animation, quelles discussions mêlées au bruit des carafons et au choc des verres.

Platon. — C'est à peine si nous nous entendons parler.

Socrate. — Approchons pourtant. Tenez voici un guerrier qui a été frappé d'un coup de lance en pleine poitrine. Je vais lui demander la cause de sa mort.

Platon. — Faites, mon illustre maître.

Socrate. — Dites-moi, mon ami, où avez-vous reçu cette terrible blessure qui a tranché le cours de votre existence ?

Le soldat. — A la bataille de Moncontour.

Socrate. — Et contre qui vous battiez-vous ?

Contre des envahisseurs, contre des conquérants, contre des ennemis de votre patrie.

Le soldat. — Du tout, nous nous battions contre des Huguenots ?

Socrate. — Mais les Huguenots n'étaient-ils pas des Français ?

Le soldat. — Mon Dieu oui, seulement des Français qui avaient abandonné le catholicisme pour le calvinisme.

Socrate. — Et c'était là le motif de la haine qui poussait des compatriotes à s'égorger mutuellement.

Le soldat. — Dame, je n'en connais pas d'autres.

Platon. — Probablement ce calvinisme était une religion qui entraînait la destruction complète de l'autre ; le bouleversement de toute la société ; la ruine ou le massacre de tous les catholiques ?

Le soldat. — Que dites-vous là ? Pas tant d'affaires. La principale chose, autant que je peux me rappeler, c'est que le calvinisme rejetait la présence réelle et enseignait la prédestination absolue.

Socrate. — Et qu'entendez-vous, mon brave, par la présence réelle et la prédestination absolue ?

Le soldat. — Au diable ! vous m'en demandez trop long, compère.

Socrate. — Cependant vous ne deviez pas vous battre, exposer votre vie et menacer celle d'un ennemi sans savoir pourquoi ?

une montagne, une colline, une haie ou un simple caillou qui s'appelle borne.

Pourtant la fraternité des peuples est une vérité, un principe dont l'essence primordiale ne souffre pas la discussion.

Tous les peuples sont frères, c'est évident, mais... il faudrait qu'il n'y eût pas de Guillaume, mais il faudrait qu'il n'y eût pas de Bonaparte, etc.

De même pour la République : elle est au-dessus du suffrage universel en tant que vérité théorique, c'est entendu ; seulement je ne vois pas le moyen d'empêcher une nation de prendre un roi si cela lui convient, et de répondre comme la femme de Sganarelle : « Et si je veux être battue ! »

Il est vrai que je ne vois pas le moyen non plus d'enlever aux générations futures de cette même nation, le droit de renverser ce roi qu'elles n'ont pas choisi, et de le remplacer soit par un autre, soit par la République : or ce système n'est autre chose que la révolution en permanence.

Voilà pourquoi il est essentiel de conserver la République, non pas en la mettant autocratiquement au-dessus du suffrage universel qui, quoiqu'on dise et qu'on fasse, est toujours maître de lui-même, — mais en convertissant le suffrage universel à la République, mais en démontrant au suffrage universel par la pratique sage, sincère et sensée des institutions républicaines, qu'il ne saurait se séparer de ces institutions sans tomber dans l'erreur et dans l'injustice, et dans une succession interminable de bouleversements sociaux.

Nous crierions sur tous les toits, nous crierions comme des sourds que la République est au-dessus du suffrage universel, nous n'aurons pas avancé d'une semelle, si le suffrage universel se prononce contre cette République, car c'est là la solution pratique et forcée.

La difficulté est donc celle-ci : Dire un peu moins que la République est au-dessus du suffrage universel, mais le prouver davantage.

Convaincre le suffrage universel et non le violenter, — car nous le répétons : il est le maître.

Un maître parfois ignorant, aveugle et imprévoyant, — mais enfin un maître.

Jacques BARBIER.

LES LACHEURS

Si les égarés et les fous qui vont naïvement se faire tuer pour obéir aux déclarations de certains avocats et aux divagations de quelques gazetiers, n'ont pas la vue complètement bouchée, les yeux entièrement crèvés, qu'ils regardent autour d'eux après le combat, qu'ils cherchent parmi les blessés et les morts,

Nous consentons à être fusillé, s'ils trouvent un seul de leurs entraîneurs.

A Marseille, — cent cinquante ou deux cents pauvres diables gisent sur le pavé san-

glant ou dans la cour de la Préfecture, — mais le sieur Gaston Crémieux ne s'est jamais mieux porté, et il se promène probablement à l'heure qu'il est sous le beau ciel de l'Italie, pendant qu'on enterre les victimes de la rue St-Ferréol.

A Courbevoie, à Clamart, à Meudon, trois ou quatre cents gardes nationaux fédérés sont tombés en criant : Vive la commune ! Mais les nommés Cluseret, Bergeret et leur brillant état-major, continuent à se goberger à l'Hôtel-de-Ville avec des victuailles réquisitionnées.

Et le jour où finira cette lutte insensée dont la solution ne peut être douteuse, je gage qu'on cherchera dans tous les coins et recoins, derrière toutes les portes et dessous tous les lits, sans pouvoir trouver le citoyen Félix Pyat.

Quand le peuple comprendra l'ildon dans son héroïque bêtise, que dix-neuf fois sur vingt, tous ces gens là sont de vulgaires lâcheurs, et que pas un d'eux n'a le courage de se faire casser la tête à côté du malheureux ouvrier auquel il a mis un fusil dans les doigts et une cartouche dans la giberne.

LES HOMMES DE L'EMPIRE

Nous pensions qu'ils auraient eu le bon sens ou tout au moins la pudeur de se cacher et de se taire.

Il paraît que non. Bonaparte a protesté, Rouher proteste, Cas-sagnac proteste.

Après le maître, le valet. C'est dans l'ordre.

Comme suite, M. Clément Duvernois vient de publier à Londres une brochure intitulée : *L'Union conservatrice*. — Lettre à M. Thiers chef du pouvoir exécutif.

M. Clément Duvernois avait publié jadis dans *l'Époque*, journal fondé par Dusautoy, tailleur breveté de sa Majesté impériale, — une série d'articles intitulés *L'Union dynastique*.

Ces articles ayant eu le bonheur de plaire à César, il en résulta la fortune de M. Clément Duvernois, qui de républicain passa successivement officieux, officiel et finalement ministre.

Ce sont sans doute ces souvenirs de grandeurs dues à *L'Union dynastique* qui ont déterminé M. Clément Duvernois à essayer de *L'Union conservatrice*.

Mais nous doutons que celle-ci ait le succès de celle-là.

Nous l'avons lue cette brochure de *L'Union conservatrice* et véritablement nous nous attendions à mieux.

Quelleque soit en effet l'élasticité des convictions de M. Clément Duvernois, quelque soit la largeur de manche de sa morale politique, on ne saurait lui refuser un talent remarquable de polémiste, mais ce talent semble avoir capitulé, comme l'honneur de son patron à Sedan.

Si la guerre a été déclarée à la Prusse, dit M. Clément Duvernois :

C'est la faute à M. Thiers qui n'a cessé dans ses discours de signaler les agrandissements de la Prusse.

Si le pays n'était pas prêt à soutenir la lutte, c'est la faute à l'opposition qui n'a cessé de déclamer contre le budget de la guerre et le contingent.

Si la guerre a mal tourné, l'Empereur ne saurait en être responsable, puisque M. Thiers est partisan de la responsabilité ministérielle.

Décidément M. Clément Duvernois a la mémoire à la fois trop courte et trop longue.

et la sixième côte, le plus formidable coup de rapier que jamais soudard ait lancé.

Socrate. — Et de qui tenez-vous ce fameux coup de rapier ? D'un Espagnol, d'un Impérial ?

Le gentilhomme. — Pas le moins du monde. Je le tiens bel et bien d'un de mes chers compatriotes, lors du combat du faubourg Saint-Antoine.

Socrate. — J'étais de ceux de Condé.

Socrate. — Alors vous combattiez pour la Fronde ?

Le gentilhomme. — Parbleu oui, et de bon cœur je vous en réponds.

Socrate. — Ne serait-il pas indiscret de vous demander ce que vous entendiez exactement par la Fronde, et quel aurait été, en cas de succès, le résultat de cette guerre où vous apportiez tant de belle humeur à vous entretenir ?

Le gentilhomme. — Ça, mon cher monsieur, allez vous en informer auprès de Paul de Gondy, cardinal de Retz et de mademoiselle de Montpensier. Ils vous en diront beaucoup plus long que moi-même. Je sais vaguement qu'il était question dans toute cette affaire d'un *arrêté d'union* rendu par le Parlement, de ce gueux de Mazarin et de deux robins du nom de Broussel et de Blanchemesnil, — mais voilà tout. Vous comprenez que nous aurions trop à faire, nous autres gentilshommes et gens d'é-

S'il se souvient des discours de M. Thiers dénonçant les agrandissements de la Prusse après 1866, il oublie complètement le discours que le même Thiers a essayé de prononcer dans la séance du 13 juillet 1870, au milieu des interruptions, des injures même des forcés de la droite, tels que MM. de Cassagnac, de Piré et Jérôme David.

S'il se souvient des protestations de la gauche contre un budget de la guerre comportant une armée active de cinq cent mille hommes, il a oublié qu'il y a six mois le major-général Lebœuf ne pouvait pas mettre en ligne deux cent cinquante mille hommes sur le Rhin, et qu'on envoyait au feu des régiments composés de quatorze cents hommes, au lieu de deux mille cinq cents et même trois mille.

Il oublie encore que le major-général Lebœuf, ci-dessus nommé, disait solennellement à la Chambre, la veille de la déclaration de guerre : — *Nous sommes prêts*.

Si M. Clément Duvernois se souvient des principes du système parlementaire admettant la responsabilité ministérielle, il oublie, paraît-il, cet article de la Constitution impériale :

« L'empereur est responsable devant le peuple français. »

Après ces arguments admirables de logique et de sens commun qui, selon lui, doivent innocenter complètement l'empire, M. Clément Duvernois veut bien s'occuper du bonheur et de la régénération de la France.

Il reconnaît que la situation n'est pas brillante : cinq milliards à payer aux Prussiens, autant pour les frais de la défense nationale, des indemnités à donner aux départements ruinés par la guerre, des travaux urgents et indispensables à exécuter, voilà le bilan au point de vue financier.

Et que faudrait-il pour réparer ces désastres ?

Ecoutez M. Duvernois :

« Un gouvernement régulier, soutenu par l'opinion, imposant silence aux désordres civils, unissant toutes les forces nationales dans une pensée commune ; comportant l'économie la plus austère ; l'habileté financière la plus éprouvée, la vigilance la plus active.

Et ce gouvernement serait ?...

Le second empire, n'est-ce pas M. Clément Duvernois ?

Le second empire qui était un gouvernement régulier, puisqu'il s'était installé le 2 décembre à coups de fusil.

Le second empire qui était un gouvernement soutenu par l'opinion, puisqu'il est tombé le 4 septembre sous le mépris public, sans qu'on se donnât la peine de le pousser dehors.

Le second empire qui comportait l'économie la plus austère, puisqu'il n'avait qu'un budget de deux milliards trois cents millions, et qu'il avait contracté en vingt ans plus de dettes que tous les gouvernements qui s'étaient succédé en France jusqu'à lui.

Le second empire qui était doué de l'habileté financière la plus éprouvée, puisqu'il avait laissé commettre les déprédations et les dilapidations du budget de la ville de Paris.

Le second empire qui se faisait remarquer par la vigilance la plus active puisqu'il ne daignait pas lire les rapports signés des ressources militaires de l'Allemagne.

Le second empire... M. Clément Duvernois ne le dit pas en toutes lettres, mais il le laisse naturellement supposer, puisqu'il propose à M. Thiers, comme unique remède, comme panacée souveraine... un nouveau plébiscite !

Allops, allops, M. Clément Duvernois veut rimer, un plébiscite, nous sortons d'en prendre, et s'il n'a pas dans son bissac d'autre moyen de salut pour la France, l'ancien collaborateur de M. Dusautoy peut se dispenser de faire imprimer des brochures à Londres, chez M. J. Brutton, 12, Crane-Court, Fleet-Street.

C'est du temps perdu et du papier aussi.

éc, s'il fallait nous livrer à des examens de si et de cas, chaque fois que nous mettons la dague au vent.

Socrate. — Pourtant la chose en vaudrait la peine, quand il s'agit de répandre le sang de ses compatriotes.

Le gentilhomme. — Vous, je vous reconnais, vous devez être un philosophe.

Socrate. — Peut-être.

Platon. — Mon illustre maître ne s'appelle que Socrate.

Le gentilhomme. — Socrate !

Socrate. — Et le voici le divin Platon.

Le gentilhomme. — Et Platon ! Dans quel guépier... messeigneurs votre compagnie est sans doute des plus agréables, mais la morale m'est souverainement indigeste. Aussi vous me permettez...

Socrate. — Allez, allez, jeune étourdi, vos neveux ont payé vos folies de leur tête.

Platon. — Regardez, mon maître, les singulières blessures qu'ont tous ceux-ci : on dirait un cordon rouge autour de leur cou.

Socrate. — Ce doit être la trace du couperet de la guillotine. Ces malheureux sont sans doute des victimes de la terreur.

Un guillotiné. — Vous l'avez dit, ô le plus sage des Grecs...

Socrate. — Quoi vous ne connaissez ?

AUTOUR DE LA SEMAINE

L'incendie du théâtre des Célestins dans la nuit de samedi à dimanche est déjà une vieille nouvelle. En des temps plus calmes, cet événement eût défrayé au moins huit jours les chroniques des gazettes, mais à côté des fusillades, des émeutes, des bombardements de préfectures, on conçoit que la destruction d'un théâtre pâlisse singulièrement ; pourtant il faut bien en parler un tantinet.

N'était la triste situation dans laquelle cet incendie jette forcément et pour un assez longtemps le petit monde d'artistes, de musiciens, de figurants, machinistes, ouvriers, etc.... vivant du théâtre, la perte du monument de la place des Célestins nous laisserait assez froids. Une baraque arrangée de tant bien que mal en salle de spectacle mal ordonnée, trop exigüe, surtout sans dégagements, — imaginez l'incendie survenant pendant la représentation, — tel était le théâtre des Célestins.

Donc, si comme on le dit, tout était assuré, le mal est réparable et il est à souhaiter que la ville fasse au plus tôt reconstruire les Célestins, dans des proportions plus grandes, avec un cachet autrement artistique et monumental.

Il en coûtera forcément beaucoup de cent mille francs à notre budget, mais ce sont là des dépenses plus productives que les appointements de l'état-major de la garde nationale ou les jetons de nos conseillers municipaux.

Si ces derniers sont aussi intelligents et aussi pratiques qu'ils se le figurent eux-mêmes, il n'est besoin d'aucun raisonnement pour leur prouver qu'un théâtre comme les Célestins est une source de prospérité pour une ville et pour un quartier, grâce au nombre d'étrangers que les spectacles invitent à séjourner, et aux petits écus qui sont la conséquence inévitable de ce séjour.

Entre deux proclamations, quatre adresses et une demi-douzaine d'arrêtés plus ou moins cocasses, notre conseil municipal s'offre de temps en temps l'innocente distraction de débaptiser et de rebaptiser les noms de nos rues qui rappellent des idées monarchiques.

Il y aurait peut-être quelque chose de plus sérieux à faire pour la conservation de la République, mais comme dit l'autre, si ça ne fait pas de bien, ça ne fait pas de mal.

Seulement nos édiles n'apportent pas dans leurs travaux une activité dévorante, car nous avons encore les rues de Bourbon, François-Dauphin, Royale, de Berry, Dauphine, la place Henri IV, etc., qui attendent toujours leur sacrement de baptême.

Et puis quelle pauvreté d'imagination dans ces appellations nouvelles : *Rue de Lyon, Place de Lyon, Quai des Brotteaux, Quai de la Guillotière*... Ne pourrait-on trouver dans les souvenirs non politiques de notre ville d'autres désignations moins banales et moins communes.

Qu'on rende à certains quartiers leurs anciens noms, que la place de l'Impératrice redevienne la place des Jacobins, que le quai d'Orléans soit ressuscité en quai de la Pêcherie, à merveille, les vieux Lyonnais y retrouveront leurs jeunes années, et M. Morel de Voleine en ressent une joie à laquelle il ne manque pour être complète, que le retour des pavés pointus et le rétablissement de la rigole au milieu de la chaussée. — Mais appeler rue de Lyon, une rue qui traverse la

— André Chénier peut-il méconnaître Socrate ?

Socrate. — Bénie soit l'heure où j'ai rencontré l'admirateur et l'élève de notre grand Homère.

Quel est, dites moi, ce mortel à figure noble et intelligente qui vient de passer près de nous ?

André Chénier. — Vergniaud, le girondin, mort sur l'échafaud, comme moi.

Socrate. — Son crime ?

André Chénier. — Républicain.

Socrate. — Et celui-ci dont le physionomie indique l'énergie et l'audace ?

André Chénier. — Georges Danton : mort sur l'échafaud comme Vergniaud.

Socrate. — Son crime ?

André Chénier. — Républicain.

Socrate. — Et cet autre chez qui les traits anguleux, le regard mobile et les lèvres pincées, marquent plutôt la ruse et la finesse.

André Chénier. — Maximilien Robespierre, mort sur l'échafaud comme Danton.

Socrate. — Son crime ?

André Chénier. — Républicain, disait-il.

Socrate. — Qui les a condamnés à mort ?

André Chénier. — Le républicain Robespierre a condamné le républicain Vergniaud et le républicain Danton ; le républicain Tallien a condamné le républicain Robespierre.

lle, quai des Brotteaux au quai situé dans quartier de ce nom, c'est faire preuve, nous le répétons, d'une imagination digne d'un dépôt de mendicité.

Si les conseillers municipaux ne trouvent rien autre, qu'ils y mettent leur propre nom : nous aurons le quai *Barodet*, l'impasse *Requet*, la rue *Crestin*, la place *Condamin*, le cours *Rossignaux*, la montée *Nifneker*, difficile à prononcer celle-là.

Ce serait aussi ingénieux que le quai de *Est* ou le cours du *Midi* et beaucoup plus musant.

Pendant quelques jours nous avons espéré voir nos rues et nos places débarrassées de l'encombrement des mendiants, camelotiers, hanteurs ambulants, marchands d'orviétan et de pommade pour les cors, mais point du tout, tous ces commerces florissent de plus belle au grand détriment de la circulation, de nos oreilles et des boutiquiers, dont les patentes augmentent.

Ah ça, oui ou non, l'autorité veut-elle que cesse cet état de choses préjudiciable à tout le monde ?

Oui ou non a-t-on réorganisé quoi que ce soit ressemblant à de la police ? Nous avons vu parler des gardes urbains dont on a augmenté le nombre, paraît-il ; où nichent donc ces gardes urbains et quelles sont donc leurs attributions ? Sont-ils allés proclamer des communes dans les environs, puisqu'à Lyon une petite opération n'a pas réussi ?

Nous savons bien qu'on ne crée pas de police municipale ou judiciaire et qu'il ne suffit pas de dire à un tisseur : toi je nomme officier de paix, et à un serrurier : toi je fais garde urbain, pour qu'instamment ces honorables citoyens deviennent un parfait officier de paix ou un délicieux garde urbain ; mais il serait pourtant grand temps de songer à constituer une police à peu près passable dans notre bonne ville.

Propos de groupes :

— Savez-vous que certains membres du conseil municipal, malgré leurs allures ultra-publicaines, sont de la plus haute noblesse ?

— Vous plaisantez ?

— Du tout, puisque ces messieurs descendent des *croisés*.

HECTOR PÉRIÉ.

M. Jules Frantz nous prie d'annoncer la réapparition du *Vengeur* lyonnais.

DE LA GARDE NATIONALE

Il paraît que les mobiles, mobilisés ou solts libérés du service mettent un empressement des moins marqués à se faire inscrire sur les contrôles de la garde nationale. D'abord on comprend aisément que, lorsqu'on sort d'enfer, l'agrément de monter des factions, de faire des conversions à droite et de doubler les nait rien de très-séduisant, et pour perenne, — sauf pour quelques amateurs forcés de cantinières et de petits verres — le service de la garde nationale n'offre des charmes ineffables.

Cependant les Français qui sont un peuple spirituel et si intelligent, devraient se figurer qu'ils se trouvent ici en face d'un devoir absolu pour tout citoyen, et que si nous tenons si fort à chaque instant à faire respecter nos droits, est indispensable aussi que nous accomplissions les devoirs qui sont le corollaire de ces droits.

Du reste, compris d'une façon raisonnable, avec moins de revues, de promenades inutiles,

de corvées superflues, — le service de la garde nationale ne serait pas tellement absorbant, tellement désagréable, que le citoyen le plus difficile ou le moins ami du *flingot* ne pût s'y accoutumer. A la condition toujours que chacun s'y prête et y apporte de la bonne volonté.

Mais pour que la garde nationale rende les services qu'on doit en attendre et ne soit pas exclusivement un prétexte à galons, à fanfares, à cantinières, à bamboches ou à goinfrieries, en même temps qu'un appui au désordre, il est essentiel de la réorganiser partout sérieusement, attentivement et au plus tôt.

Il faut que tout citoyen âgé de 21 à 50 ans, non militaire et capable de porter les armes soit garde national.

Mais il faut aussi exclure rigoureusement de la garde nationale tous ceux qui ont perdu leurs droits électoraux, les banqueroutiers, les filous, les condamnés pour escroquerie, vol, attentats aux mœurs ; en un mot, n'admettre que des honnêtes gens. — Ce que l'on n'a pas encore fait.

Il ne faut pas non plus que les nomades, les vagabonds, les souteneurs de filles, les casseurs de bancs couchant à la corde ou logeant à la nuit dans des taudis, qui se soucient de l'ordre comme de Colin-Tampon, et n'ont rien à protéger ni à conserver, soient armés et porteurs de fusils et de munitions.

Désarmez immédiatement tous ces gaillards-là. — Ce que l'on n'a pas encore fait.

Nous voudrions également que, une fois tous les mobilisés réintégrés dans les cadres, et d'ici à un mois par exemple, on procédât à de nouvelles élections d'officiers et de sous-officiers.

Et alors nous souhaiterions que l'élément militaire fut effacé un peu par l'élément civil dans ces élections. Jusqu'à présent, il a suffi qu'un homme ait servi, lût-il rentré caporal ou simple soldat après un ou deux congés — pour qu'il fut nommé d'emblée lieutenant ou capitaine. Aussi les cadres sont-ils généralement mauvais. Tandis que soit parmi les ex-mobilisés, soit parmi les simples gardes nationaux, il ne serait pas malaisé de rencontrer des citoyens assez capables et assez intelligents pour faire des sous-officiers et des officiers de garde nationale. — Ce que l'on n'a pas encore fait.

En outre, à côté de la discipline qui atteint le simple garde national, il est indispensable qu'une autre discipline sévère apprenne à M. les officiers que leurs fonctions ne consistent pas uniquement à traîner un grand sabre.

Si un chef de bataillon ou de compagnie se permet de faire battre le rappel sans ordre supérieur, d'assembler ses hommes pour les mener à la conquête d'un hôtel de ville ou d'un autre monument, il doit savoir qu'il est passible d'un conseil de guerre ou d'une cour martiale et de tout ce qui s'en suit. — Ce que l'on n'a pas encore fait.

Toutes ces réformes s'appliquent aussi aux gardes nationales rurales qu'il faut armer, organiser comme celles des villes, parce qu'elles ont le même ordre à maintenir, les mêmes intérêts publics à préserver. — Ce que l'on n'a pas encore fait.

A. MONEY.

NÉCROLOGIE

(Lettre d'un vieux)

Les Célestins

Pauvre vieille place des Célestins, veuve de ses cafés chantants, veuve aujourd'hui de son théâtre, la voilà bien morte.

Beaucoup, beaucoup d'indifférents passent sur cette place désolée et morte, sans voir autre chose qu'une maison brûlée, et avec le mince et unique souci de savoir si l'assurance couvre la perte.

Pour nous, vieux Lyonnais, c'est autre chose ; nous avons cette faiblesse, ce sentimentalisme de prêter une vie, une âme aux choses que nous aimons hélas, et dans cet incendie funeste des Célestins, nous n'avons pas vu qu'un effondrement de pierres et de poutres.

Dans ce brasier flamboyant sous nos yeux at-

tristés, je ne sais quelles voix du passé chantaient douloureusement, quel groupe vague des démons ailés de notre jeunesse s'envolaient pâles dans la rougeur des flammes ! — Pétitement lugubre du bois sous la morsure du feu ! nous écoutons, nous regardons, le cœur serré et il nous semblait que dans ce foyer maudit brûlaient nos souvenirs !

Et pourtant, il est peut-être bon pour ce théâtre qu'il ait disparu. — Je sais qu'il est mort lugubrement et sans héroïsme, banalement enterré dans l'entre-filet d'un journal ; sa façade encore debout et noircie n'a pas les cicatrices glorieuses du théâtre de Strasbourg. — Ses ruines n'ont pas la ride de l'antiquité, ni le souvenir historique qui fait revivre et réédifie le monument détruit dans l'esprit du passant rêveur.

Il vaut mieux qu'il ait disparu, il était trop vieux, trop cassé, il était posthume pour la génération actuelle. — Les jeunes s'en moquaient ; nous les vieux nous pleurons sa simplicité « du bon temps » !

On l'avait faussé, lardé, travesti, on avait chargé sa vieillesse de cette charge extravagante et ridicule de jouer les pièces excentriques du jour : — Il était trop bonhomme, trop lyonnais pour nos jeunes parisiens de Bellecour. — Il souffrait et faisait souffrir. — Pardieu, manquait-il d'autres salles neuves, coquettes, souriantes et dorées pour servir de temple aux muses folles de l'opérette ?

Quelle misère ! On forçait ce vieux théâtre à railler les pièces qui firent sa gloire et ses splendeurs. — Cette pauvre « croix de ma mère » qui fit tant pleurer nos grisettes, l'a-t-il assez blagué, comme un lamentable pitre, pour faire éclater le rire idiot des grues modernes ?

Comme il les avait bien oubliées toutes ses vieilles gloires. — Ah ! si par une belle première d'Offenbach, toutes ces ombres : Ambroise, Breton, Lambert, Lureau, se fussent réveillées pour revenir à leur première scène, de quelle stupeur et de quelle tristesse n'auraient-elles pas été saisies !

Le grand Jules et Dupré, la terreur des femmes sensibles, eussent renoncé leur poignard sous le sabre fantastique du général Bonin, et se seraient évanouis devant la ruse moqueuse de la salle.

Et Barqui et Cécilourt auraient menacé de leurs mains branlantes, leur camarade Hamilton prêtant le concours de sa décrépitude aux bouffonneries du jour, sur le théâtre qui vit débiter Déjazet, — chanter Achard père, — et flamboyer parfois l'épée de Jérôme Cotton !

Je sais combien nous paraissions ridicules et ennuyeux, en parlant toujours de notre bon vieux temps ; je sais qu'il faut bien que la jeunesse d'aujourd'hui s'amuse à sa façon. — Qu'elle s'amuse bon Dieu, mais pas toujours de nous, de notre chère bimbloterie de souvenirs. — Il est pénible de voir que l'esprit, la suprême ironie des Français est de railler les choses du passé qui sont muettes et sans défense. Hier, est un vieillard qui les importune, et qu'ils chassent, qu'ils soufflent ! — Ils jettent « au panier » toutes leurs émotions, leurs plaisirs, leurs douleurs. Ils vivent haletants, sur l'avenir dans une attente éternelle et spleenétique du neuf, de l'excentrique, sans jamais se reposer sur un passé qu'ils trouvent fade et vieillit.

Aussi trouveront-ils puéril qu'on s'attendrisse sur un tas de décombres, qui furent les Célestins. — On nous rebatira un théâtre, joli, brillant avec des décorations fraîches et lustre éblouissant !

Eh ! que nous importe. Ce ne sera pas « Les Célestins ». — Le malheur est pour nous irrémédiable. Nous ne trouverons rien qui nous parle dans votre théâtre neuf. — Nous connaissons si bien nos Célestins des pieds à la tête, du parterre au paradis ; gamins, nous allions au paradis, pour 2 ou 3 sous nous griser de tirades dramatiques ; — jeunes gens nous menions aux secondes les Musettes du temps manger des oranges et voir pousser les mollets de Breton. Plus tard nous conduisions nos bébés aux premières, pour que les bambins pussent « voir les acteurs de près ». — Enfin devenu tout à fait vieux essoufflé l'antique et douce habitude nous ramenant encore ; — on taillait une bavette au contrôle, on montait au parterre, aux fauteuils ; dans les entractes on causait entre vieux, sans trop de malice des petites aventures de collégiés ; — on échangeait ses opinions politiques avec la loueuse de tabourets en prenant une prise, et à 11 heures on rentrait par

les quais appuyé sur sa bonne canne de Tolède.

Vous voyez bien que nous ne pouvons pas aller à vos théâtres nouveaux. — Nous y déciderions nous ? L'instinct, l'habitude nous ramèneront toujours devant ces ruines fumantes où git l'âme des Célestins brûlés.

« Un vieux. »

Les pétitions à la Chambre.

L'Assemblée nationale n'ayant pas grand chose à faire ces jours derniers, a consacré plusieurs séances à l'examen des pétitions qui lui ont été adressées par un certain nombre de citoyens.

Certes le droit de pétition est une excellente chose, et nous serions désolés de le voir supprimer ; mais il est vraiment regrettable que la plupart des Français ne sachent profiter de ce droit que pour en faire un prétexte à des charges d'atelier plus ou moins réussies.

On sait que nous ne sommes pas ennemi de la gaieté et que généralement la bonne humeur ne nous déplaît pas, mais vrai, il y a d'autres moments pour rire, et la politique offre assez de choses grotesques par elle-même, sans que les citoyens viennent y ajouter un appoint de cocasserie dont le besoin ne se fait nullement sentir.

N'est-ce pas en effet un spectacle légèrement écœurant que de voir M. de Laroche-Jaquelein ou M. Baragnon, — alors que la France est en proie aux Prussiens et à la guerre civile, — être obligés de monter à la tribune pour débiter devant nos 700 députés les choses intéressantes que voici :

Pétition du sieur Dullin, de Chambéry, proposant à l'Assemblée de transporter la France en Algérie.

Pétition du sieur Carnot, demandant à l'Assemblée le maintien de la constitution du 20 avril 1870, votée par le plébiscite du 8 mai, et le retour par conséquent de Bonaparte et de sa bande.

Pétition d'un sieur Bellot, demandant que le traité de paix soit le moins onéreux possible.

Pétition du sieur Henrionnet de Vouziers, proposant à l'Assemblée divers moyens de remplir les caisses vides du trésor public, savoir : versement dans les dites caisses de tout ce qui excède un million dans les fortunes privées.

Idem des biens des congrégations religieuses.

Idem des fonds de la Banque de France et de ses succursales, etc.

Pétition du maire de Vichy, offrant à l'Assemblée des locaux exceptionnels pour son installation, avec salle de bains naturellement et traitement hydrotérapique gratuit.

Pétition du sieur Chrestien, professeur à la Faculté de médecine, demandant à l'Assemblée l'interdiction d'un de ses membres, et son transfert immédiat dans une maison de fous.

Nous prions nos lecteurs de remarquer que nous n'exagérons rien, que nous ne chargeons nullement ; nous nous bornons à copier le compte rendu officiel où se trouvent tout au long ces ridicules balivernes.

Le droit de pétition exercé de cette façon peut nous conduire très-loin, car une fois lancés dans cette voie folichonne, il n'y a pas de raison pour que nous n'entendions prochainement M. Baragnon ou de Laroche-Jaquelein lire à la tribune française, à la tri-

Platon. — Oui, c'est l'académicien dont je vous ai parlé qui...

Socrate. — Ah ! très bien, — maintenant dites-moi, mon cher Platon, que pensez-vous du peuple Français ?

Platon. — Un peuple ignorant et étourdi, naïf et chevaleresque, enthousiaste et imbécile qui neuf fois sur dix s'entretue misérablement sans savoir pourquoi, sous prétexte de religion ou de politique, selon qu'il est poussé à droite ou à gauche par quelques intrigants de haut ou bas étage.

Socrate. — Cela ne vous donnera-t-il pas lieu d'ajouter un article à votre fameuse République ?

Platon. — J'avais déjà banni de ma République les artistes et les poètes, peut-être serai-je forcé d'ajouter : Et les Français.

L. LECLAIR.

CAFÉ GUIGNOL

Du Caveau des Célestins

Place des Célestins.

Samedi 8 avril, 1re représentation de

LE PROPHÈTE ou 2 HEURES EN ENFER

A l'étude

LE MARI D'UNE PRUSSienne

Tous les soirs représentations et scènes comiques par M. Chazeaux et sa troupe.

bune des Mirabeau, des Danton et des Berryer.

Pétition du sieur X..., demandant à l'Assemblée que M. Floquet change la forme de son chapeau, laquelle lui déplaît.

Pétition du sieur B..., demandant à l'Assemblée que les députés chauves portent désormais perruque, à cause du coup d'œil.

Pétition du sieur D..., demandant que M. H..., député, se lave plus souvent les mains.

Pétition du sieur P..., chemisier, insistant sur la malpropreté des faux-cols de plusieurs membres de l'Assemblée.

Pétition du sieur Z..., limonadier, offrant à l'Assemblée un local exceptionnel pour y prendre des petits verres et des consommations variées à des prix modérés.

Pétition de la dame Y..., une habituée des tribunes, se plaignant que M. Jules Simon la fixe d'une façon compromettante.

Tout cela serait évidemment fort drôle, et nous convenons qu'il y aurait de quoi se livrer à une hilarité de première catégorie, — mais encore une fois il faut attendre, et les pétitionnaires qui ont le caractère badin choisissent mal leur temps.

Le grand Napoléon.

Seconde campagne d'Autriche.

De nouveaux triomphes, de nouveaux exploits tirent Napoléon de ses amours trop faciles d'Espagne, et l'appellent en Autriche, qui s'est soulevée pour s'affranchir du joug des Français : « Je marchais, dit-il, sur Cadix et Lisbonne, lorsque j'ai dû revenir sur mes pas et planter mes aigles sur les remparts de Vienne. »

Il quitte Burgos le 17 janvier 1809, et, le 23 du même mois, Paris reçoit le vainqueur des vainqueurs des Maures.

Des soldats, la décade la plus nécessaire aux souverains, sont aussitôt rassemblés, enrégimentés, formés, organisés et dirigés sur le Danube. Le 17 avril 1809, Napoléon se place à leur tête et publie, à Donawerth, l'ordre du jour suivant :

« Soldats !
« Le territoire de la confédération a été violé.
« Le général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect de ses armes, et que nous lui abandonnions nos alliés ; j'arrive avec la rapidité de l'éclair.

« Soldats, j'étais entouré de vous lorsque le souverain d'Autriche vint à mon bivouac de Moravie ; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité ; trois fois elle a été parjure !!! Nos succès passés sont un sûr garant de la victoire qui nous attend.

« Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

A peine est-on en marche, que les combats commencent :

Le 19, combat de Pfaffenhoffen : trois à quatre mille Autrichiens sont attaqués, dispersés, et trois cents hommes sont faits prisonniers.

Le même jour, bataille de Tann : la perte des Autrichiens en colonels et officiers de moindre

grade est extrêmement considérable. « notre perte est peu considérable. »

Le 20, bataille d'Abensberg : l'ennemi déconcerté ne combat qu'une heure et bat en retraite. Huit drapeaux, douze pièces de canon, 18 mille prisonniers sont les résultats de cette affaire « qui ne nous a coûté que peu de monde. »

Le 21, Napoléon marche sur Landshut ; la cavalerie du duc d'Istrie et les grenadiers du général Mouton forcent les Autrichiens dans la plaine, s'élancent sur le pont qui est en flammes et s'emparent de la ville ; 9,000 prisonniers, trente pièces de canon, six cents caissons, trois mille chariots de bagages, les hôpitaux, les magasins, sont les résultats de ce combat.

Le 22, bataille d'Eckmühl : mille hommes du 68^e sont obligés de se rendre. Cet événement est sensible à l'empereur, qui jure que « dans vingt-quatre heures le sang autrichien coulera dans Ratisbonne, pour venger cet affront fait à ses armes ; » bien que dans cette bataille d'Eckmühl, l'armée ennemie, pousée l'épée dans les reins, défile toute la nuit dans la plus épouvantable déroute, et que ses blessés, la plus grande partie de son artillerie, 15 drapeaux et 20,000 prisonniers soient tombés en notre pouvoir.

Le 23, combat et prise de Ratisbonne : huit mille hommes de cavalerie ennemie, sabrés et mis en pièces, repassent précipitamment le Danube. Ces gaillards là devaient avoir la vie bien dure ! — On s'introduit dans la ville : « Tout ce qui fait résistance est sabré, le nombre des prisonniers passe huit mille. » Le sang autrichien a coulé ; le serment fait la veille est accompli : Napoléon est satisfait.

Dans tous ces combats, « notre perte se monte à douze cents tués et à quatre mille blessés ; » tandis que celle de l'ennemi, d'après l'ordre du jour du 24 avril, est de : 100 pièces de canon, 40 drapeaux, 80,000 prisonniers, 3 équipages attelés, 3,000 voitures attelées portant les bagages et toutes les caisses des régiments. « Plus, à cette même date, l'ennemi défait, épouvanté, fuit en désordre. »

Le 27 avril, Napoléon rassure la France sur l'immense danger qu'il a couru : « On a fait courir le bruit, lisons nous dans le 2^e bulletin de la grande armée, que l'empereur avait eu la jambe cassée ; le fait est qu'une balle morte a effleuré le talon de la botte de Sa Majesté, mais n'a pas même altéré la peau. »

Et la France se trouve soulagée ; elle respire pendant que son seigneur et maître, arrivé à Burg-hausen, le 30 avril 1809, déclare, en parlant de son futur beau-père, qu'il est difficile de voir un prince plus débile et plus faux ! « Aussi le poursuit-il avec activité. Il le rejette sur la rive gauche du Danube ; il le devance à Vienne, qu'il fait bombarder, le 11 mai, à neuf heures du soir, par une batterie de vingt obusiers, construite par les généraux Bertrand et Navelet, à cent toises de la place : 1,800 obus sont lancés en moins de quatre heures, et bientôt toute la ville est en flammes. Le lendemain, 12 mai, Napoléon s'empare de la capitale de l'Autriche ; et le 13, il rédige l'ordre du jour ci-après, daté de Schœnbrunn.

« Soldats !... ne conservons aucun orgueil de tous nos succès ; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure. »

Vraiment, on serait tenté de croire que Napoléon se raille de la justice divine ! car il est impossible de trouver dans les annales de l'humanité un homme plus ingrat et plus parjure que l'hôte de Schœnbrunn, que nous voyons le même jour, faire les réflexions suivantes :

« Une grande ville, parvenue à un si haut degré de splendeur, au prix de tant de travaux et de trésors, ne devait pas être exposée aux désastres que la guerre entraîne avec elle !...
« Princes faibles ! cabinets corrompus ! hommes ignorants, légers, inconséquents ! voilà cepen-

dant les pièges que l'Angleterre vous tend depuis quinze années, et vous y tombez toujours ; mais « enfin la catastrophe que vous avez préparée s'est accomplie, la paix du continent est assurée pour jamais. »

Ces réflexions l'amènent tout naturellement, le 17 mai, cinq jours après le bombardement de Vienne, à rendre un décret en vertu duquel les états du pape sont purement et simplement réunis à l'empire français, et Rome déclarée ville impériale.

Cependant cette paix, qui est pour la centième fois assurée à jamais, va se signer de nouveau avec des boulets et de la mitraille, à Essling et à Wagram ; et cette armée autrichienne qui, défaite et épouvantée, fuit en désordre depuis le 24 avril, et dont à Ebersberg on « a fait une boucherie hideuse, » déploie à Essling, le 20 mai, deux cents pièces de canon et près de quatre-vingt-dix mille hommes bien déterminés à se battre et à disputer le champ de bataille.

Cette armée autrichienne, dis-je, « composée des débris de tous les corps, » fait successivement plusieurs attaques pour reprendre le village d'Essling ; tire quarante mille coups de canon ; soutient la lutte sur le même terrain, pendant deux jours (21 et 22 mai) et ne se retire qu'après avoir laissé douze mille morts sur le champ de bataille et cela tranquillement, sans être poursuivie l'épée dans les reins et pour combattre de nouveau avant deux mois !

« La perte de notre côté, dit le 2^e bulletin de la grande armée, a été considérable, nous avons eu onze cents tués et trois mille blessés. »

Eh bien ! cela est faux : une personne bien renseignée et placée près de l'empereur déclare dans ses Mémoires que « la bataille d'Essling fut désastreuse en tout point et que douze mille Français y furent tués ! »

Dans ce même bulletin, qui, certes, ne fait pas mentir le proverbe, Napoléon raconte ainsi la mort du brave général Lannes : « Le duc de Montebello « a eu la cuisse emportée par un boulet, le 22, sur les six heures du soir. L'amputation a été faite et sa vie est hors de danger. Au premier moment on le crut mort. Transporté sur un brancard auprès de l'empereur, ses adieux furent touchants. Au milieu des sollicitudes de cette journée, l'empereur se livra à la tendre amitié qu'il porte depuis tant d'années à ce brave compagnon d'armes. Quelques larmes coulèrent de ses yeux, (étant consul il disait : pourquoi ne m'est-il pas permis de pleurer ?) et se tournant vers ceux qui l'environnaient : « Il fallait, dit-il, que dans cette journée mon cœur fut frappé par un coup aussi sensible, pour que je pusse m'abandonner à d'autres soins qu'à ceux de mon armée. »

« Le duc de Montebello, continue Napoléon, avait perdu connaissance ; la présence de l'empereur le fit revenir ; il se jeta à son cou en lui disant : « Dans une heure vous aurez perdu celui qui mourut avec la gloire d'avoir été et d'être votre meilleur ami. »

Tout cela est également faux ! et la prétention que « la présence de l'empereur » a suffi pour faire revenir le maréchal Lannes de son évanouissement, est d'un ridicule qui provoquerait la plus grande hilarité s'il ne sagissait pas d'un mourant.

Et d'abord, le duc de Montebello n'est mort que le 31 mai à 8 heures du matin. Quant au reste, je laisse la parole à un témoin oculaire, qui a vu et entendu, et dont le témoignage désintéressé a cent fois plus de prix que tous les bulletins de la grande armée réunis :

« La veille de sa mort, dit-il, le maréchal Lannes rappela ses services à l'empereur, et termina par ces paroles, prononcées d'une voix encore haute et ferme : « Tu viens de faire une grande faute, et, quoiqu'elle te prive de ton meilleur ami, elle ne te corrigera pas : ton ambition est insatiable ; elle te perdra ; tu sacrifies

« sans ménagement, sans nécessité, les hommes qui te servent le mieux, et quand ils meurent, tu ne les regrettes pas. Tu n'as autour de toi que des flatteurs ; je ne vois pas un ami qui dise la vérité. On te trahira, on t'abandonnera. Hâte-toi de finir cette guerre ; c'est le vœu que je fais. Tu ne seras jamais plus puissant ; mais tu peux être bien plus aimé. Pardonne ces vérités à un mourant... ce mourant te chérit... » Le maréchal, en finissant, tendit la main à l'empereur, qui l'embrassa en pleurant et sans répondre.

Faut-il espérer que Napoléon s'empresse de suivre les conseils que l'amitié et la prudence inspirés au maréchal Lannes ? Non assurément ! y a trop long longtemps que Napoléon n'écouterait d'autre voix que celle de son ambition, qui lui dit toujours : En avant !

Il convoque l'armée d'Italie, toutes ses troupes franchissent de nouveau le Danube et livre, le 6 juillet, dans la plaine de Wagram, une sanglante bataille, où, de part et d'autre, près de 200,000 combattants se heurtent avec fureur : « Bonaparte décide et à jamais célèbre, dit le 23^e bulletin, « où trois à quatre cent mille hommes, douze à quinze cents pièces de canon se battaient de grands intérêts, sur un champ de bataille étendu, médité, fortifié par l'ennemi depuis six mois. Dix drapeaux, quarante pièces de canon, vingt mille prisonniers, dont trois à quatre cents officiers et bon nombre de généraux de colonels et de majors, sont les trophées de cette victoire. Les champs de bataille sont couverts de morts... On peut calculer que le résultat de cette bataille sera de réduire l'armée autrichienne à moins de 60 mille hommes. »

Ce même jour, 6 juillet, le pape est enlevé à Rome et devient prisonnier de Sa Majesté l'empereur et roi, qui écrit, à la date du 13 du même mois, aux archevêques et évêques du vaste empire français :

« Héritier du pouvoir de César, nous sommes résolus à maintenir l'indépendance de notre empire et de nos droits. »

Donc, chers évêques et archevêques, chanceliers de l'Église et présidents de nos peuples de rendre actions de grâces au Dieu des armées. Quant à moi, je retourne habiter le palais de Schœnbrunn pour recevoir mes amours de Varsovie. « Il fit aussitôt, dit l'indispensable premier ministre, « chambre de Sa Majesté l'empereur et roi, « venir aussitôt madame W..., pour laquelle « avait loué et meublé une maison charmante « l'un des faubourgs de Vienne, à peu de distance de Schœnbrunn. J'allais mystérieusement « chercher tous les soirs dans une voiture fermée sans armoiries, avec un seul domestique « livrée. Je l'emmenais ainsi au palais pour « porter des robes, et je l'introduisais chez l'empereur. »

« C'est à Schœnbrunn, ajoute maître Comte, « que madame W... devint grosse. L'empereur « fit venir à Paris, accompagné de son fils, « l'officier très distingué. Il chargea le grand maître de lui acheter un joli hôtel dans le quartier d'Antin. Elle accoucha d'un fils qui ressemblait d'une manière frappante à Sa Majesté. Ce « fut une grande joie pour l'empereur. Il prit « dans ses bras et, l'embrassant, il lui dit : « fais comte ! »

Cela se comprend : c'était le fruit d'un adultère !

Colonel Ferrer.

(à suivre.)

Pour tous les articles non signés
L'administrateur-gérant, A. ALIN

Lyon. — Impr. COSTE-LABAUDE, c. Lafayette

MALADIES CONTAGIEUSES ET DE LA PEAU
Aiguës ou chroniques les plus rebelles
Dont le traitement aurait été infructueux
Guéries RADICALEMENT par le **ROB-SAVARES**
PERFECTIONNÉ
Dépuratif-tonique, Régénérateur du Sang et des Humeurs
Entièrement VÉGÉTAL, il remédie aux accidents mercuriels
Expéditions par correspondance
S'adresser à M. TOUSSAINT, chimiste, pharmacien
de 1^{re} classe,
Rue Pizay, 13, au premier étage, près de l'Hôtel
de-Ville, à Lyon.
Allée de traverse, rue de l'Arbre-Sec, 9. 35

35 Ans de Succès
ROB-SAVARES, DÉPURATIF-TONIQUE Perfectionné
pour la parfaite guérison des
MALADIES SÉCRÈTES
Faiblesse des organes, Pertes, Abcès, Ulcères, Tumeurs, Éruption
à la peau, Affections cutanées et Vices du sang.
Les guérisons nombreuses et authentiques opérées chaque
jour par ce précieux et puissant dépuratif le dispensent de tout
éloge et sont les plus beaux titres de ce remède à la confiance
publique dont il jouit constamment.
Expéditions par correspondance
S'adresser à M. TOUSSAINT, chimiste, pharmacien de première classe
Rue Pizay, 13, au premier étage, Lyon
allée de traverse rue de l'Arbre-Sec 9 (37)

GRANDE CHAPELLERIE
GROS PARISIENNE DÉTAIL
Lyon, 30, quai St-Antoine, 30, Lyon
FABRIQUE DE CHAPEAUX
Solles, feutres, souples et apprêtés
Casquettes en tous genres
Depuis 0 fr. 75 c.

Impossible aux concurrents de faire mieux et à meilleur marché que les ateliers de cette maison, dont l'organisation économique offre à l'acheteur un bénéfice de 40 0/0 sur tous nos articles.

FANTAISIES POUR ENFANTS
Fournisseurs des Collèges et Pensionnats
Saison d'été
100,000
Chapeaux de paille de tous genres et de tous modèles
depuis 0,15 cent.
Spécialité de PANAMAS

MODE DU JOUR—GARNITURE RICHE

LA SILENCIEUSE
MACHINES À COUDRE
BRODEUSES, BOUTONNIÈRES
de tous systèmes
pour Familiales et Ateliers
garanties de 1 an à 5 ans, de 50 / à 100
Maison de gros et détail
J.-P. MOLLIER
Rue Impériale, 61 et 63, Lyon
Plusieurs médailles d'or

Toux, Rhumes, Catarrhes
Coqueluche et Oppression

Ne peuvent résister à l'action du **SIROP DUBREUIL**
12 années de succès ont placé au premier rang parmi les
torax.
Dépôts : Pharmacie DUBREUIL, 38, rue de Chartré, et
toutes les Pharmacies et Drogueries.

Exiger la signature.